

COP26 : sommet du cynisme capitaliste

« *La Belgique compte ses 41 premiers morts du changement climatique* », a déclaré Alexander De Croo, ajoutant ainsi sa dose de pathos à la 26^{ème} grande-messe pour le climat qui se tient en ce moment à Glasgow. Les milliers de familles sinistrées apprécieront. Elles qui affrontent l'hiver sans logement et les factures de chauffage qui explosent... Il y a le changement climatique... mais surtout l'incurie du gouvernement !

Cela fait près de 30 ans que les chefs d'État se réunissent dans l'objectif de lutter contre le réchauffement climatique. 30 ans durant lesquels les émissions de gaz à effet de serre dans le monde n'ont cessé d'augmenter.

La réalité est que les dirigeants du monde capitaliste nous conduisent à la catastrophe. Et le volet climatique de la catastrophe, entre pluies torrentielles, tempêtes, sécheresses et dômes de chaleur, commence en effet à devenir très concret, y compris dans les pays riches !

Les commentateurs appellent à « *passer des paroles aux actes* ». « *Nous partageons la planète, alors il faut plus de coopération internationale* », entend-on aussi. C'est vrai, mais faut-il rappeler que même dans un petit pays comme la Belgique, les gouvernements des trois régions n'arrivent pas à agir de concert, par démagogie régionaliste ? Alors au niveau de l'Europe, des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine...

Au service des capitalistes, tous les gouvernements placent les intérêts de leurs industriels, la course aux profits et la guerre commerciale au-dessus de tout. Ils les placent au-dessus des salaires, des droits et des conditions de vie des travailleurs qui sont aussi les premiers concernés par les crimes écologiques des entreprises.

Faut-il rappeler l'attitude complaisante des gouvernements belges successifs face à l'entreprise Eternit qui a pu continuer à commercialiser l'amiante, avant qu'elle ne soit enfin « limitée » en 2001, près de 40 ans après le moment où la dangerosité des fibres fut connue des actionnaires ? Il a fallu des décennies de

mobilisation des travailleurs victimes et de leurs familles, pour que le baron Jean-Louis de Cartier de Marchienne, soit enfin condamné en 2012. Il est mort en 2013, à 92 ans, et en liberté...

Ou la dissimulation de la pollution massive aux PFOS de 3M à Zwijndrecht qui a duré des décennies et a été révélée (tardivement) pendant les travaux de l'Osterweel en 2018. Plutôt que de faire attendre des grandes entreprises de la construction comme Jan de Nul, BESIX et DEME, qui auraient vu les délais s'allonger, les responsables publics et privés ont préféré mettre sciemment en danger les ouvriers du chantier et les riverains, en dissimulant la découverte.

En ce moment même, le groupe Total construit un énorme complexe d'extraction en Ouganda, sur les bords du lac Albert. Les conséquences humaines et écologiques sont déjà dramatiques, avec des dizaines de milliers de personnes expropriées. De vastes réserves naturelles sont affectées et l'exploitation pétrolière menace les ressources en eau de la région. Une opération que les représentants français et belges se sont bien gardés de mentionner dans leur blabla écologique à la COP 26 !

Pour tous ces gouvernements, le moindre contrôle sur les décisions des capitalistes est la limite à ne pas franchir. Leur volonté et leur pouvoir s'arrêtent là où commence la propriété privée sur les entreprises. Libre aux capitalistes de prendre leurs décisions dans le secret des conseils d'administration des grands groupes.

Tant que les intérêts du grand patronat s'imposeront, c'est sur la population et sur les travailleurs que pèseront les sacrifices. Du matin au soir, on nous dit que « *chacun est responsable* » et que l'on consommerait mal et trop. Cela revient à dédouaner les responsables qui dirigent toute l'économie. Et c'est surtout une façon de nous faire payer la crise climatique avec des mesures aussi injustes que l'interdiction de rouler pour les voitures trop anciennes, les taxes de circulation ou l'augmentation des prix de l'énergie...

Quant aux 243 entreprises en Belgique qui sont responsables de 40% des émissions de CO2, BASF, Total et ArcelorMittal en tête, elles ne payeront pas grand-chose pour leurs pollutions, elles peuvent d'ores et déjà compter sur des compensations à hauteur de 7,3 milliards d'euros pour 2021 à 2025 !

On ne sauvera pas la planète sans arrêter la course au profit et sans en finir avec

ce système basé sur la propriété privée des grands moyens de production, sur la concurrence et le marché, source d'anarchie et de gaspillage incroyable. Cette lutte correspond aux intérêts de tous les travailleurs qui sont les premières victimes de ce système. La crise climatique et la nécessité d'y répondre ne peuvent que nous conforter dans la perspective d'exproprier les grands groupes capitalistes pour les gérer collectivement et planifier l'économie à l'échelle planétaire. C'est le seul moyen de satisfaire les besoins présents et futurs de l'humanité.